

Octobre 2011

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

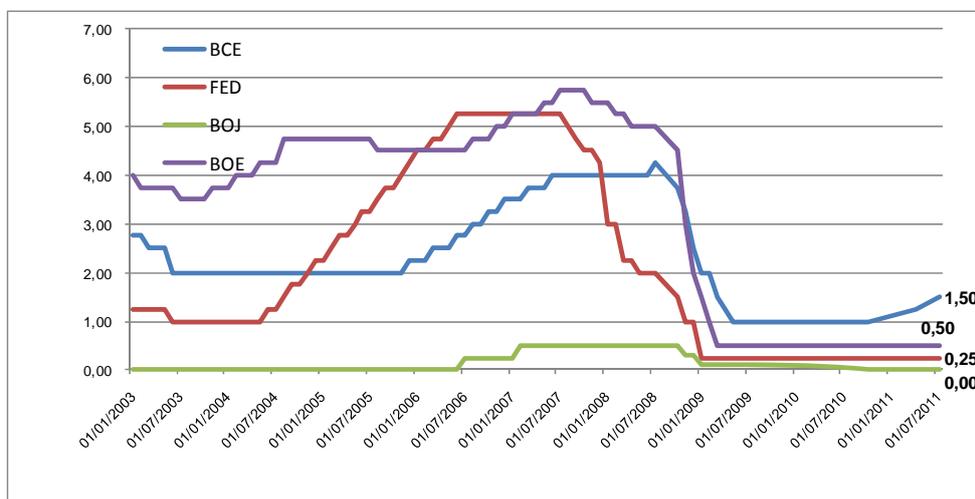
Le 6 octobre 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que « le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés à respectivement 1,50 %, 2,25 % et 0,75 % ».

Le Président de la BCE observe que « l'incertitude entourant les perspectives économiques reste particulièrement élevée et les risques à la baisse s'intensifient ».

Le Président de la BCE a annoncé que le Conseil des gouverneurs a décidé d'effectuer deux opérations de refinancement à plus long terme en octobre et en décembre 2011, d'une durée respective de 12 mois et de 13 mois, et de lancer un nouveau Programme d'achats d'obligations sécurisées d'un montant de 40 milliards d'euros de novembre 2011 à octobre 2012.

La Fed annonce des mesures d'assouplissement monétaire

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 21 septembre 2011 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a annoncé des mesures d'assouplissement monétaire supplémentaires afin de faire baisser les taux d'intérêt à long terme. La Fed va échanger, d'ici à fin juin 2012, 400 milliards de dollars de bons du Trésor d'une maturité restante de moins de trois ans contre un montant équivalent d'obligations d'Etat d'une maturité de 6 ans à 30 ans. Dans son communiqué, la Fed observe que le ralentissement de l'activité économique se poursuit.



Chômage

Légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 754 500 fin août 2011, soit une baisse de 0,1 % sur un mois en données CVS-CJO (- 2000 personnes). Sur un an, il croît de 2,3 % (+ 0,2 % pour les hommes et + 4,7 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 13,5 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 10 % en août 2011, stable par rapport à juillet. Il était de 10,2 % en août 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 9,5 % en août 2011. Il était de 9,6 % en août 2010.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France a augmenté de 0,5 % sur un mois en août 2011 ; sur un an, il croît de 2,2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,2 % en glissement annuel.

Hausse de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 3 % en septembre 2011. Il était de 2,5 % en août.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 7 octobre 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. En août 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 0,8 % par rapport à juillet. Les prix à la consommation hors alimentation ont augmenté de 0,2 % en août sur un an en raison de la hausse des prix des produits pétroliers. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 4,1 % en août en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 4,3 % contre 4,7 % en juillet. En août 2011, les exportations ont augmenté de 0,3 % sur un mois, pénalisés par le renchérissement du yen et le ralentissement de l'économie mondiale. Les importations, pour leur part, progressent de 2,7 %. Le déficit commercial s'élève à 2,8 milliards d'euros.

Révision à la baisse du taux de croissance du PIB pour 2011

Dans son dernier rapport, l'Académie chinoise des sciences sociales a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB chinois pour l'année 2011 à 9,4 % contre un taux initial de 9,6 %. L'indice des prix à la consommation devrait s'établir à 5,5 % en 2011 et reculer à 4,6 % en 2012. Pour 2012, l'ACSS prévoit un taux de croissance du PIB de 9,2 %.

Actualité bancaire

Financement des TPE et des PME

Une réunion de travail sur le financement des TPE et des PME s'est tenue à Bercy le 20 septembre 2011 avec les représentants des banques, de la Banque de France et de la médiation du crédit aux entreprises. Frédéric Lefebvre, Secrétaire d'Etat chargé des PME, a demandé aux représentants des banques de faire du financement des TPE et des PME une priorité majeure de leur politique et de se mobiliser pour atteindre l'engagement pris d'un délai de traitement de 15 jours maximum ainsi que le développement de solutions de financement de la trésorerie.

La Banque de France lors de cette réunion a présenté un nouvel indicateur sur le financement des TPE, élaboré avec le concours des banques et qui sera désormais publié trimestriellement. Cet indicateur montre que le crédit aux TPE représente 64 % des crédits aux PME.

Gérard Rameix, président de l'Observatoire du financement des entreprises, a remis le rapport sur le financement des TPE commandé par les ministres. Ce rapport met en évidence les lacunes de l'information statistique disponible sur ce sujet et constate que la situation financière des TPE s'est globalement améliorée depuis 2009 mais reste variable selon les entreprises dont beaucoup restent très dépendantes du crédit bancaire.

Les documents sont disponibles en téléchargement sur :

1 - <http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/2011-06-stat-info-financement-des-pme-france-trimestriel.pdf>

2 - <http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Remise-du-rapport-de-Gerard-RAMEIX-sur-l-acces-au-financement-des-TPE-a-Messieurs-Francois-BAROIN-et-Frederic-LEFEBVRE>

Code monétaire et financier

L'ordonnance n° 2011-1243 du 6 octobre 2011 a été publiée au Journal Officiel de la République du 7 octobre 2011. Elle porte extension et adaptation en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna de l'ordonnance n° 2011-398 du 14 avril 2011. Celle-ci transpose les directives européennes relatives aux systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et aux contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées.

Plan d'épargne-logement

Les trois textes rendant applicables la réforme du Plan d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ont été publiés au Journal Officiel de la République du 9 octobre 2011 :

- le décret n° 2011-1255 du 7 octobre 2011 relatif aux comptes et plans d'épargne-logement ;
- l'arrêté du 7 octobre relatif au taux de rémunération et au taux plancher des plans d'épargne-logement ;
- l'arrêté du 7 octobre 2011 relatif à la prime du régime des plans d'épargne-logement et au taux d'intérêt des dépôts des plans d'épargne-logement.

Publications

Banque de France

- *Synthèse du colloque international sur la microfinance*, Paul Loridant, Observatoire de la microfinance, Béatrice Raoul-TeXier, Direction de la surveillance des relations entre les particuliers et la sphère financière, Luc Jacolin, et Julien Moulouquet, Direction des Etudes et des Relations extérieures ;
- *Le traitement des billets : l'évolution de la réglementation et du recyclage par le secteur privé en France*, Martine Bodilis, Michel Brondel, Direction des Activités financières.

Ces deux études sont disponibles en téléchargement sur : <http://www.banque-france.fr/fr/publications/revues/Bulletin-de-la-Banque-de-France/telechar/2011/Bulletin-de-la-Banque-de-France-185.pdf>.

- *Référentiel de financement des entreprises*

Ce document est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/fr/instit/services/referentiel-des-financements-des-entreprises/referentiel-des-financements-des-entreprises.htm>.

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 7 octobre 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. En août 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 0,8 % par rapport à juillet. Les prix à la consommation hors alimentation ont augmenté de 0,2 % en août sur un an en raison de la hausse des prix des produits pétroliers. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 4,1 % en août en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 4,3 % contre 4,7 % en juillet. En août 2011, les exportations ont augmenté de 0,3 % sur un mois, pénalisées par le renchérissement du yen et le ralentissement de l'économie mondiale. Les importations, pour leur part, progressent de 2,7 %. Le déficit commercial s'élève à 2,8 milliards d'euros.



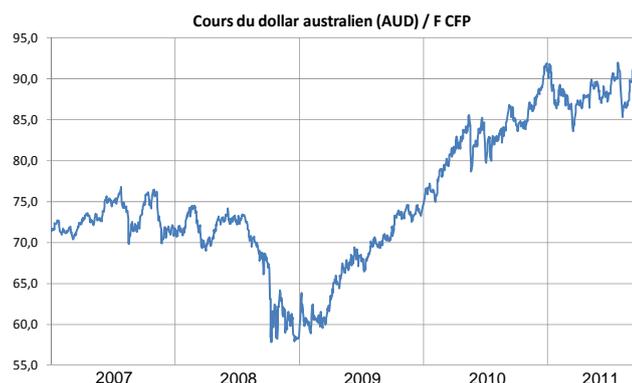
Révision à la baisse du taux de croissance du PIB pour 2011

Dans son dernier rapport, l'Académie chinoise des sciences sociales a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB chinois pour l'année 2011 à 9,4 % contre un taux initial de 9,6 %. L'indice des prix à la consommation devrait s'établir à 5,5 % en 2011 et reculer à 4,6 % en 2012. Pour 2012, l'ACSS prévoit un taux de croissance du PIB de 9,2 %.



Reprise de la croissance australienne au deuxième trimestre

Le PIB australien est en hausse de 1,2 % au 2^{ème} trimestre 2011, après avoir reculé de 0,9 % au 1^{er} trimestre à cause des inondations et des intempéries du début d'année. Les dépenses des ménages ont progressé de 1,0 % par rapport au trimestre précédent. L'industrie manufacturière (+2,8 %) et les transports (+4,4 %) ont été les principaux contributeurs à la croissance. La banque centrale australienne (RBA) a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'année en cours (3,25 % contre 4,25 %) et a décidé, le 4 octobre, de maintenir son taux directeur à 4,75 %.



Légère hausse du PIB néo-zélandais au deuxième trimestre

Le PIB néo-zélandais progresse légèrement au 2^{ème} trimestre 2011 (+0,1 % contre +0,9 % au 1^{er} trimestre), mais en deçà des prévisions (+0,5 %). La baisse d'activité du secteur de la construction (-4,3 %) est compensée par la croissance des secteurs « finance, assurances et services aux entreprises » (+1,5 %) et « agriculture » (+4,3 %). La banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 15 septembre, de maintenir son taux directeur à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Visite du Directeur général de L'IEOM

Le Directeur général de l'IEOM, M. Nicolas de Sèze, accompagné du Directeur adjoint, M. Francis Roche-Toussaint, s'est rendu en Nouvelle-Calédonie du 3 au 6 octobre. En sa présence, une convention de partenariat a été signée, le 3 octobre, entre le Haut-commissaire, les Maires des communes de Dumbéa, de Nouméa, du Mont-Dore, et le Secrétaire général de la Société immobilière calédonienne (SIC). Cette convention, inédite à l'échelon national, vient poser les bases d'une collaboration renforcée entre la Commission de surendettement, les Centres communaux d'actions sociales (CCAS) des villes signataires et la SIC pour lutter contre le surendettement. Elle devrait en effet faciliter la détection précoce des situations de surendettement et apporter des réponses concrètes aux ménages, sous la forme d'un appui à la constitution des dossiers, mais surtout à la mise en œuvre effective des solutions adoptées par la Commission de surendettement.

Comités de pilotage « Bilan de l'Accord de Nouméa » et « Avenir institutionnel »

Le Comité de pilotage du « Bilan de l'Accord de Nouméa », créé lors du VIII^{ème} Comité des signataires en juin 2010, s'est réuni le 3 octobre, pour entendre les conclusions du cabinet d'experts CM International, mandaté par le Ministère de l'Outre-mer pour la réalisation dudit bilan. Le prestataire a présenté les différents aspects des notions d'émancipation et de rééquilibrage inscrits dans l'Accord, puis les avancées menées et objectifs à atteindre. Ce travail sera suivi d'ateliers visant à identifier les dispositions essentielles à mettre en œuvre pour parachever l'application de l'Accord.

Les membres du Comité de pilotage « Avenir institutionnel » et le groupe d'experts missionné, par l'Etat, en vue d'animer et d'appuyer le travail de réflexion du Comité par l'analyse et la présentation d'exemples historiques ou actuels, se sont réunis quant à eux le 5 octobre.

42^{ème} Forum des Îles du Pacifique à Auckland

Le 42^{ème} Forum des Îles du Pacifique (FIP) s'est tenu les 7 et 8 septembre à Auckland. Cette institution, créée en 1971, réunit, 16 États autonomes et indépendants de l'Océanie en tant que membres, la Polynésie Française et la Nouvelle-Calédonie en tant que membres associés et plusieurs membres observateurs. Les discussions ont été axées sur la valorisation durable des différentes ressources de la zone Pacifique. À cette occasion, le Président du gouvernement calédonien, M. Harold Martin a réitéré le vœu de la Nouvelle-Calédonie d'accéder au statut de membre à part entière au sein du FIP.

Médipôle de Koutio

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et le groupe Vinci ont signé, le 22 septembre, le « macro-lot » du projet de construction du Médipôle de Koutio. D'un montant estimé à 30 milliards de FCFP, le programme prévoit la construction des principaux bâtiments, certifiés HQE (haute qualité environnementale), dans un délai de 46 mois. À l'issue du projet, le Médipôle regroupera en un même lieu plusieurs grandes infrastructures médicales, parmi lesquelles l'Institut Pasteur de Nouvelle-Calédonie, un pôle de radiothérapie et un Centre de Soins et de Rééducation fonctionnelle (CSSR).

Accord entre le Syndicat calédonien des exportateurs de minerai de nickel et l'Association des fondeurs japonais Gokokai

Le Syndicat des producteurs-exportateurs et exportateurs de minerai de nickel (SEM) et le groupement Gokokai, qui associe trois fondeurs japonais (Pamco, Nippon Yakin et Sumitomo), ont signé en septembre dernier, un accord portant sur une baisse de la teneur de référence en nickel du minerai. Celle-ci s'élèvera désormais à 2,0 % contre 2,1 % précédemment et devrait permettre ainsi d'allonger la durée d'exploitation des gisements.

Élections sénatoriales

Le 25 septembre, MM. Pierre Frogier et Hilarion Vendégou ont été élus aux postes de sénateurs, en remplacement de M. Simon Loueckhote qui assurait cette fonction parlementaire depuis 1992.

Nomination de la Consule Générale de Nouvelle-Zélande

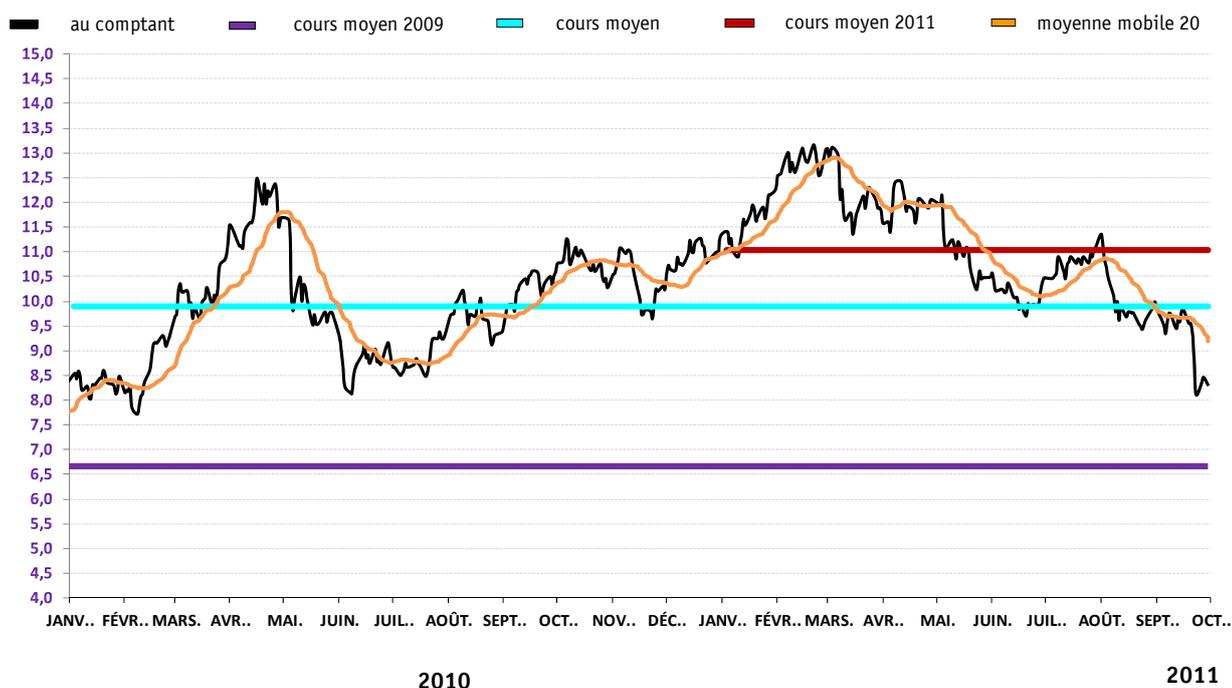
Le Ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Murray McCully, a nommé, le 22 septembre, Mme Linda Te Puni au poste de Consule générale de la Nouvelle-Zélande pour la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna. Elle remplace M. Simon Draper qui exerçait cette fonction à Nouméa depuis 2008.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		sept.-11	102,2	0,1%	2,3%
Nombre de demandeurs d'emploi		juil.-11	6 805	-3,7%	-5,7%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	juil.-11	11 840	-13,4%	1,8%
	cumulées	juil.-11	81 476	-	8,2%
Importations	mensuelles	juil.-11	24 250	-7,1%	-0,5%
	cumulées	juil.-11	180 716	-	23,9%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		sept.-11	9,25	-7,7%	-10,0%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		sept.-11	802,93	-3,7%	-14,2%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	juil.-11	437	-0,2%	0,5%
	cumulées	juil.-11	2 170	-	-7,7%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	juil.-11	5 066	21,5%	4,8%
	cumulées	juil.-11	32 724	-	-1,1%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	août-11	13 202	20,6%	52,9%
	cumulés	août-11	67 553	-	16,3%
• Nuitées	mensuels	juil.-11	56 006	17,0%	28,8%
	cumulés	juil.-11	356 991	-	20,8%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juil.-11	57,20%	+ 3,8 pts	+ 1,8 pts
• Croisiéristes		juil.-11	130 326	-	37,0%
BTP					
• Ventés totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-11	13 311	6,0%	-8,0%
	cumulées	sept.-11	112 127	-	-7,3%
• Index BT 21 (p)		sept.-11	139,18	0,1%	4,2%
• IRL (p)		sept.-11	113,00	0,3%	4,6%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	sept.-11	45	126,8%	-9,4%
	cumulées	sept.-11	685	-	-7,1%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	sept.-11	56	96,1%	-10,0%
	cumulées	sept.-11	981	-	-3,0%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-11	570	-26,1%	3,4%
	cumulées	sept.-11	5 728	-	4,7%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	août-09	août-10	août-11	var 10/09	var 11/10
Circulation fiduciaire	13 110	13 356	14 703	1,9%	10,1%
Dépôts à vue	179 596	208 332	226 343	16,0%	8,6%
Total M1	192 706	221 688	241 046	15,0%	8,7%
M2-M1	86 109	91 498	98 898	6,3%	8,1%
Total M3	426 612	491 565	522 433	15,2%	6,3%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-09	juin-10	juin-11	var 10/09	var 11/10
Entreprises	363 987	388 969	409 555	6,9%	5,3%
Ménages	312 299	343 803	371 959	10,1%	8,2%
Collectivités locales	34 731	46 589	47 887	34,1%	2,8%
Autres agents de CCB non ventilés	9 615	11 228	14 333	16,8%	27,7%
Total encours sain	720 632	790 590	843 732	9,7%	6,7%
Créances douteuses brutes	14 609	15 898	18 769	8,8%	18,1%
Total encours brut	735 241	806 488	862 501	9,7%	6,9%

Interdits bancaires

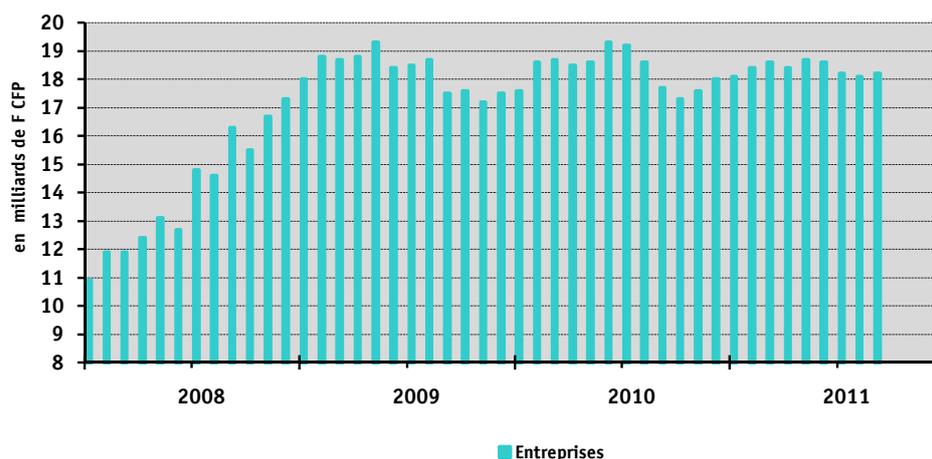
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock sept.-11	6 261	0,9%	-0,8%
	dont personnes physiques sept.-11	5 559	1,0%	-1,0%
	dont personnes morales sept.-11	702	0,3%	0,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides sept.-11	13 941	0,0%	89,9%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM sept.-11	4 021	-0,9%	36,2%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises sept.-11	18,2	0,6%	2,7%



2 – Actualité régionale

Pénurie d'eau à Tuvalu et Tokelau

Tokelau, 1 400 habitants et Tuvalu, 10 000 habitants, connaissent une grave sécheresse suite à l'absence de précipitations depuis plus de 5 mois. Cette situation s'est encore détériorée au début du mois d'octobre, les réserves d'eau des populations ayant atteint des seuils critiques. L'état d'urgence a été décrété pour ces 2 Territoires, qui bénéficient désormais de l'aide des gouvernements néo-zélandais et américains : des livraisons régulières depuis la Nouvelle-Zélande ou les Samoa américaines permettent de faire face aux besoins immédiats de la population en eau potable. D'importants moyens humains et matériels (dessalinisateurs) ont aussi été déployés par la Croix-Rouge.

La situation des ces 2 Territoires est aujourd'hui jugée comme critique, avec une dégradation observée de l'état sanitaire des populations liée au manque d'eau.

Elaboration d'une première politique de développement industriel au Vanuatu

Avec l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Vanuatu vient de finaliser sa toute première politique industrielle nationale, fruit d'une concertation entre le gouvernement et les représentants du secteur privé. Cette politique servira de guide pour la planification des investissements dans le domaine industriel.

En renforçant son secteur industriel, le Vanuatu compte proposer à l'exportation des produits à plus forte valeur ajoutée et améliorer ainsi sa balance commerciale et sa balance des paiements. La part actuelle du secteur industriel dans la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) vanuatais est de 10 %, contre 75 % pour les services.

3 – Brèves locales

Session extraordinaire de l'Assemblée territoriale

La session extraordinaire de l'Assemblée Territoriale s'est ouverte le 4 octobre 2011, pour une durée 4 jours, avec 15 dossiers soumis à délibération.

Les principaux dossiers traités par les élus ont notamment visé à créer une caisse unique regroupant la caisse de retraite (CLR) et celle des prestations familiales (CCPF), à adopter un nouveau code de la route, à valider le principe de révision de la convention de la desserte aérienne inter-îles, à arrêter la participation financière du Territoire pour les mini-jeux de 2013, et à définir les orientations du contrat de développement 2012-2016 pour lequel la participation financière de l'Etat devrait s'élever à près de 5 milliards de F CFP.

Manifestations contre « la vie chère »

En marge de la session extraordinaire de l'Assemblée Territoriale, deux manifestations ont eu lieu dans l'objectif de dénoncer le coût de la vie sur les îles Wallis-et-Futuna, et en particulier le coût de l'électricité.

Les élus, convoqués pour une séance de travail sur ce dossier, ont examiné les solutions possibles à court terme afin de réduire le coût du kilowatt et l'impact de la facture d'électricité sur le budget des ménages. Ils ne se prononceront qu'après avoir pris connaissance des résultats de l'audit technique et financier de EEFW, attendus pour la mi-octobre.

Bilan des aides accordées pour le passage à la TNT

Dans le cadre du passage à la télévision numérique, les ménages peuvent bénéficier d'une aide financière pour la mise à niveau de leurs équipements de réception. Cette aide, dont le montant est calculé en fonction des ressources et de la composition du foyer, est comprise entre 4 410 F CFP et 22 700 F CFP.

A ce jour, 286 dossiers représentant un montant global de 4,9 millions de F CFP ont été déposés au Service Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques, centre de gestion du dispositif.

Déplacement de Nicolas de Sèze, Directeur général de l'IEOM, à Wallis-et-Futuna

Nicolas de SEZE, nouveau Directeur général de l'IEOM, a effectué une 1^{ère} visite à Wallis-et-Futuna du mercredi 28 septembre au samedi 1er octobre 2011. Au cours de ce déplacement, le Directeur Général a participé à une séance de travail avec les principaux acteurs économiques de la place. Des entretiens ont eu lieu avec le Préfet, le Président de l'Assemblée Territoriale ainsi qu'avec le Payeur. Un moment a également été réservé à des visites de terrain avec des entreprises de la place du secteur productif.

Ce déplacement aura aussi été marqué par une rencontre avec l'autorité coutumière de l'île de Wallis, le « lavelua » Kapeliele FAUPALA.

Echange de vos billets en francs français contre des francs pacifique.

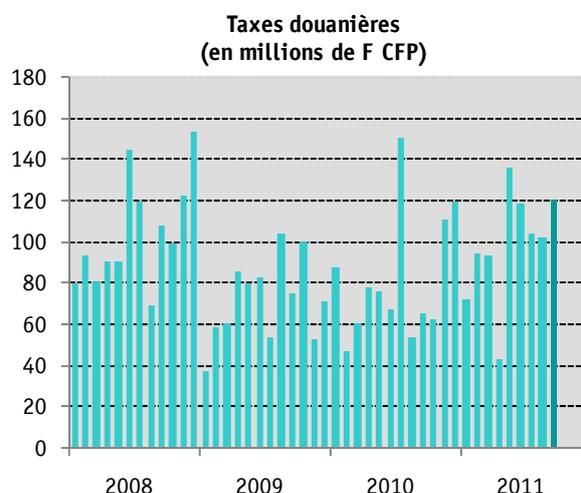
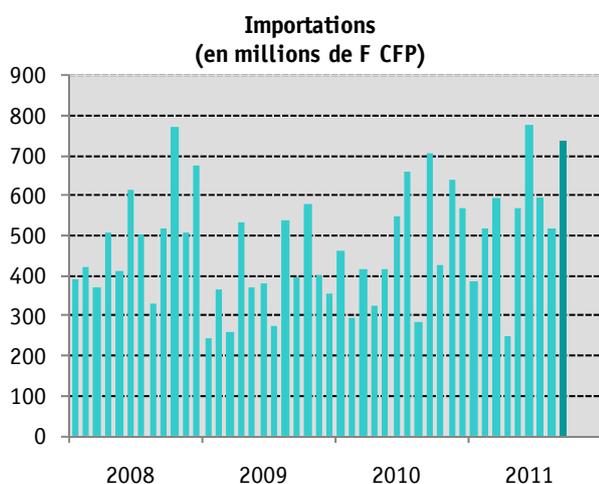
Jusqu'au 17 février 2012, les cinq billets 500 F Pierre et Marie Curie, 200 F Gustave Eiffel, 100 F Cézanne, 50 F Saint-Exupéry et 20 F Debussy émis par la Banque de France peuvent être échangés contre des francs pacifique auprès des agences de l'IEOM. Après cette date, plus aucun billet en franc français ne sera échangeable.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		2e trim-11	107,14	-	3,6%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	-	3,0%
Nombre d'emplois salariés		déc-10	1 988	-	-0,5%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	sept-11	734	41,9%	4,3%
	cumulées	sept-11	4 942	-	18,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	sept-11	120	17,2%	82,9%
	cumulés	sept-11	882	-	28,9%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	sept-11	310	-	6,4%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		2e trim-11	5 131	-	1,9%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-11	622	-7,4%	-4,8%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-11	156	-10,9%	-2,6%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	sept-11	2 454	-7,8%	-4,5%
	cumulé	sept-11	21 391	-	0,8%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	sept-11	1 200	-9,6%	-21,4%
	cumulé	sept-11	10 176	-	6,8%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	sept-11	3	0,0%	0,0%
	cumulées	sept-11	41	-	7,9%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	sept-11	9	-25,0%	-10,0%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

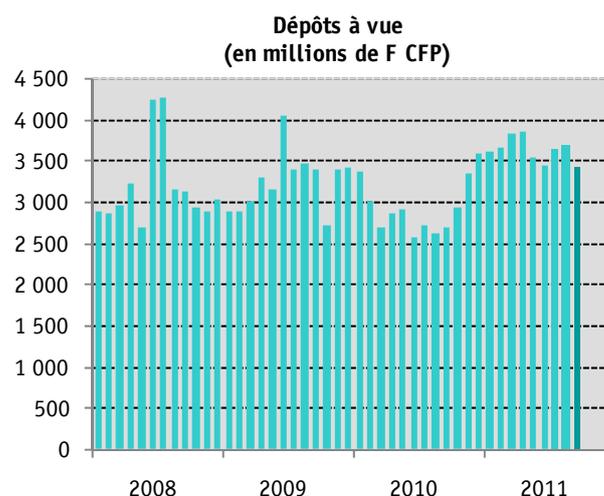
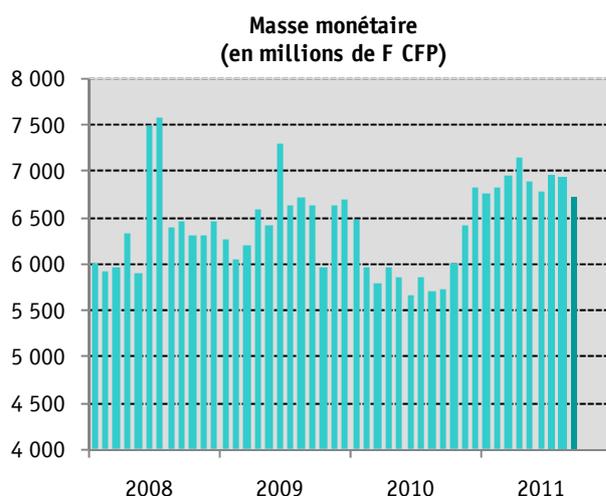


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Forte progression annuelle de la masse monétaire sous l'effet de la hausse des dépôts à vue

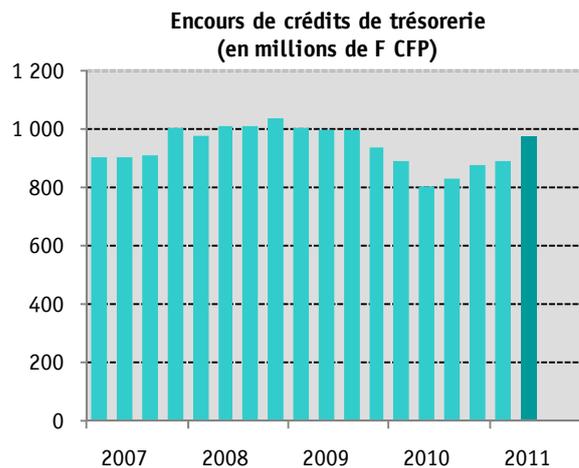
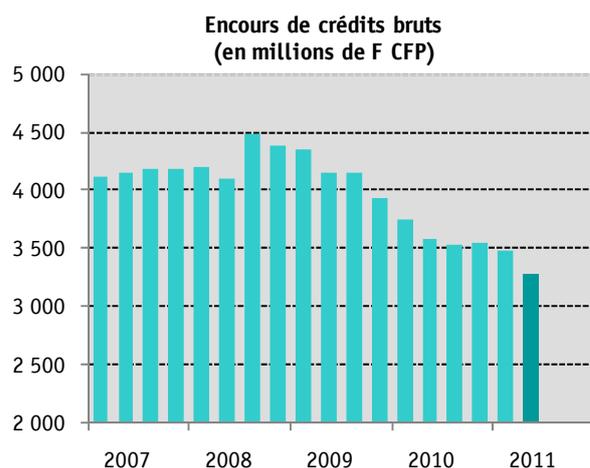
en millions de F CFP	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	1 975	2 056	2 103	2,3%	6,5%
Dépôts à vue	2 689	3 682	3 419	-7,1%	27,2%
Total M1	4 663	5 738	5 522	-3,8%	18,4%
M2-M1	543	575	569	-1,1%	4,8%
Total M3	5 712	6 951	6 935	-0,2%	21,4%



Concours de caractère bancaire

Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés, à l'exception des crédits de trésorerie

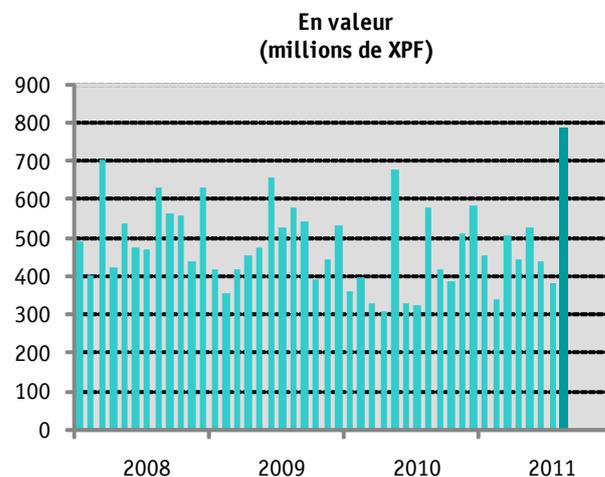
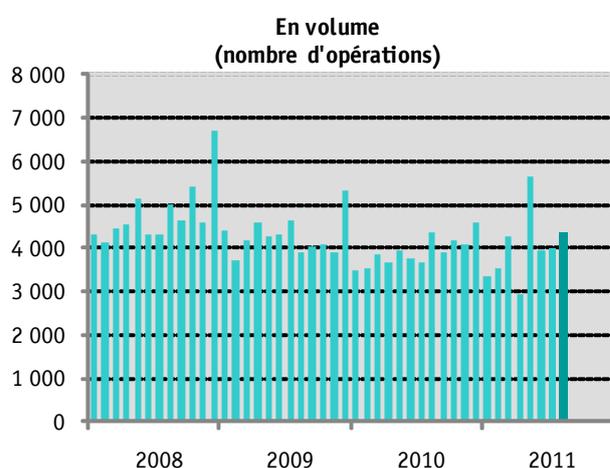
en millions de F CFP	juin-09	juin-10	juin-11	▲/an
Crédits de trésorerie	994	801	978	22,0%
Crédits à l'équipement	1 558	1 352	1 136	-15,9%
Crédits à l'habitat	565	419	353	-15,7%
Autres crédits	315	243	219	-10,0%
Sous total	3 432	2 814	2 685	-4,6%
Créances douteuses brutes	718	769	586	-23,8%
Total	4 150	3 583	3 271	-8,7%



Compensation

Stabilité des opérations de compensation en valeur sur l'année

	sept-10	août-11	sept-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 896	4 376	4 289	36 277	-2,0%	10,1%
Compensation (en millions de CFP)	418	788	421	4 295	-46,6%	0,8%



Incidents bancaires

Forte hausse annuelle des incidents de paiement par chèque

en nombre	sept-10	août-11	sept-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	56	166	206	970	24,1%	267,9%
Retraits de cartes bancaires	0	0	1	9	0,0%	-

Interdits bancaires

Nouvelle progression sur le mois du nombre de personnes en situation d'interdiction bancaire

en nombre	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	450	415	429	3,4%	-4,7%
- dont personnes physiques	438	406	421	3,7%	-3,9%
- dont personnes morales	12	9	8	-11,1%	-33,3%

Cotation

Stabilité du nombre de cotes éligibles sur le mois

en nombre	août-10	juil-11	août-11	▲/mois	▲/an
Cotes valides	40	31	31	0,0%	-22,5%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	14	12	12	0,0%	-14,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	2 ^e trim	103,47	107,14	3,5%
Entreprises				
nombre d'entreprises	septembre	475	512	7,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	septembre	12	8	-33,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	septembre	578	755	30,5%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	septembre	79	113	43,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	septembre	39	65	66,7%
Ménages				
emploi salarié (nb)	déc-10	1 997	1 988	-0,5%
dont secteur privé	déc-10	788	800	1,5%
dont secteur public	déc-10	1 209	1 188	-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	486	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	septembre	438	421	-3,9%
décision retrait cartes bancaires	septembre	0	1	-
incidents paiements sur chèques	septembre	56	206	267,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	septembre	1 306	1 332	2,0%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	septembre	495	696	40,6%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	septembre	155	209	34,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	septembre	38	62	-38,7%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	septembre	4 107	4 942	20,3%
exportations	septembre	0	15	ns
recettes douanières	septembre	984	1 203	22,2%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	septembre	685	882	28,9%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	septembre	292	310	6,4%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	septembre	2 689	3 419	27,2%
M1	septembre	4 663	5 522	18,4%
M2	septembre	5 206	6 091	17,0%
Dépôts à terme	septembre	516	628	21,6%
M3	septembre	5 722	6 719	17,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	juin	1 242	1 272	2,4%
<i>dont crédits à la consommation</i>	juin	823	919	11,6%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	juin	419	353	-15,7%
Entreprises	juin	1 132	1 033	-8,7%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	juin	67	146	120,2%
<i>dont crédits d'investissement</i>	juin	1 011	847	-16,2%
<i>dont crédits à la construction</i>	juin	-	-	-
Collectivités locales	juin	341	289	-15,1%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	100	92	-7,9%
créances douteuses brutes	juin	769	586	-23,8%
taux de créances douteuses	juin	21,5%	17,9%	- 3,5 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	2 909	2 882	-0,9%
Sociétés	juin	1 292	1 368	5,9%
Autres agents	juin	3 895	4 408	13,2%
dont assurances-vie	juin	863	930	7,7%

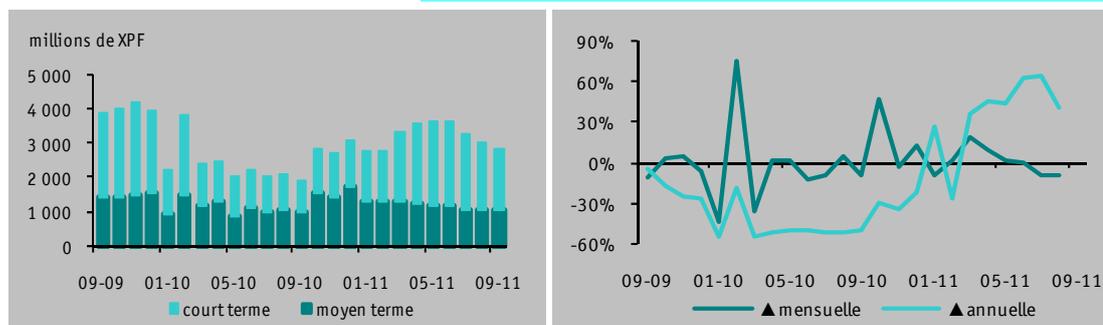
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEP, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Forte hausse du refinancement à court terme sur l'année en dépit d'une baisse sensible sur le mois

en millions de F CFP	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	980	1 975	1 803	-8,7%	83,9%
Utilisations à moyen terme	848	988	1 000	1,2%	18,0%
Refinancement total	1 828	2 964	2 803	-5,4%	53,4%



Cotation

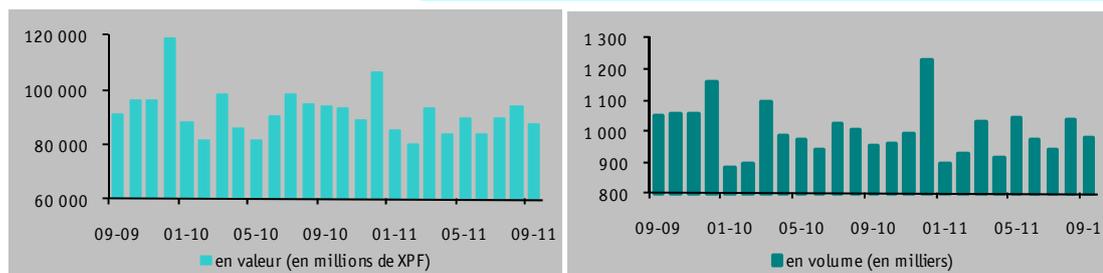
Baisse sur le mois du nombre d'entreprises éligibles au réescompte, mais progression significative sur l'année

en nombre	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	6 209	6 934	6 898	-0,5%	11,1%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 177	1 434	1 358	-5,3%	15,4%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 295	1 563	1 487	-4,9%	14,8%

Compensation

Repli des valeurs compensées en septembre

	août-11	sept-11	▲/mois	Cumul 2011	▲ cumul/an
Nombre	1 036 484	980 914	-5,4%	8 741 172	-0,1%
Montant (millions de F CFP)	94 035	87 658	-6,8%	787 138	-3,2%



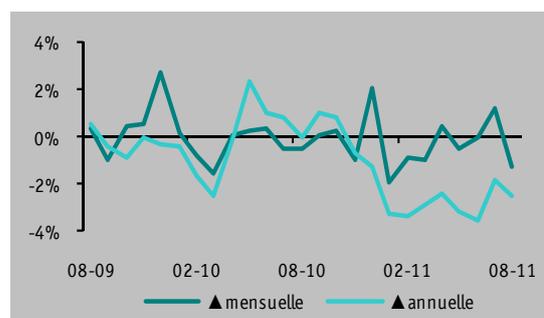
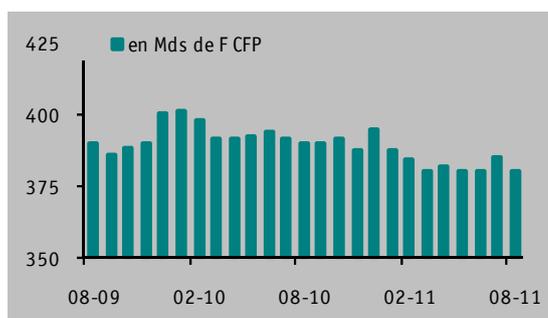
Démarrage du SIEPF

Après la dernière séance d'échanges manuels, qui s'est tenue le 7 octobre 2011, le système interbancaire d'échanges (SIE) a pris le relais le 10 octobre. Les banques, l'OPT et l'IEOM ont concrétisé enfin la première phase de leur projet de compensation informatisée lancé depuis plus de huit ans.

Masse monétaire

Recul de M3 en août lié principalement à la baisse des dépôts à vue et des comptes sur livrets

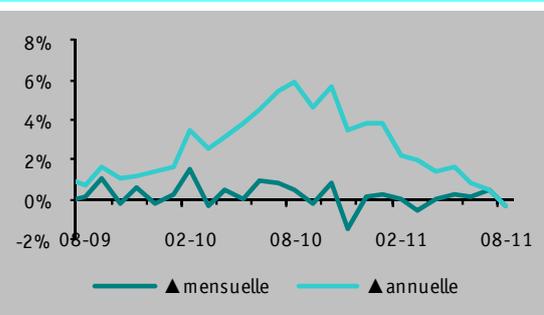
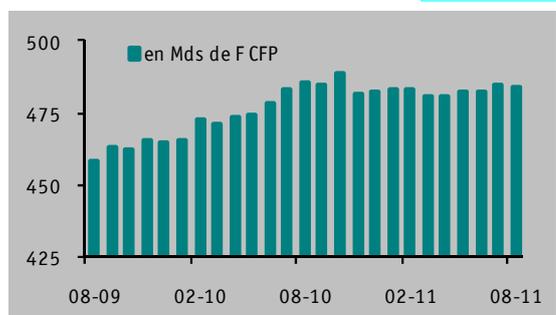
en millions de F CFP	août-10	juil-11	août-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 553	14 782	14 693	-0,6%	1,0%
Dépôts à vue	149 376	150 937	149 322	-1,1%	0,0%
Comptes sur livrets	109 931	104 238	102 103	-2,0%	-7,1%
Comptes d'épargne logement	228	302	307	1,7%	34,3%
Dépôts à terme	110 923	111 406	110 589	-0,7%	-0,3%
Autres	4 558	2 717	2 630	-3,2%	-42,3%
Total M3	389 569	384 382	379 643	-1,2%	-2,5%



Concours des banques locales à l'économie

Léger repli des concours bancaires en août

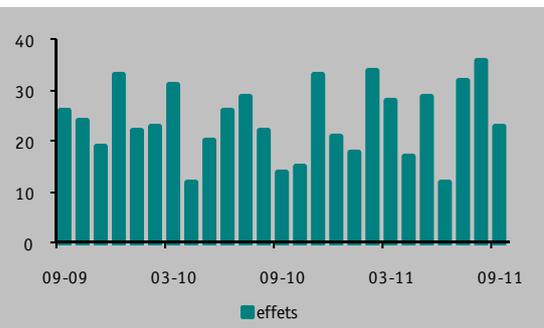
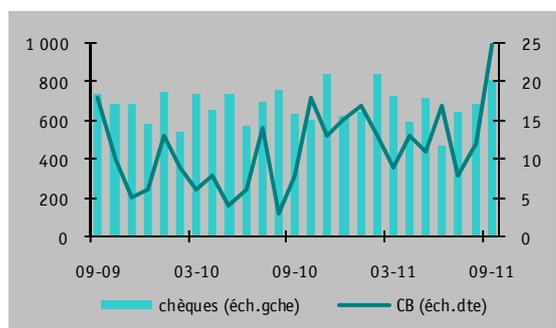
en millions de F CFP	août-10	juil-11	août-11	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	140 984	136 341	133 780	-1,9%	-5,1%
Crédits d'équipement	62 719	62 894	62 734	-0,3%	0,0%
Crédits à l'habitat	154 797	158 303	158 036	-0,2%	2,1%
Autres crédits	80 179	73 016	72 206	-1,1%	-9,9%
Créances dout. brutes	46 752	54 481	57 000	4,6%	21,9%
Total CCB	485 430	485 036	483 756	-0,3%	-0,3%



Incidents de paiement

Trois mois consécutifs de hausse pour les incidents de paiement

en nombre	sept-10	août-11	août-11	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	655	739	861	16,5%	31,5%
- sur chèques	633	691	813	17,7%	28,4%
- sur effets	14	36	23	-36,1%	64,3%
- retraits de cartes bancaires	8	12	25	ns	ns



Interdits bancaires

Quasi-stabilité du nombre de personnes en situation d'interdit bancaire sur le mois

en nombre	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 878	3 590	3 583	-0,2%	-7,6%
- dont personnes physiques	3 417	3 161	3 154	-0,2%	-7,7%
- dont personnes morales	461	429	429	0,0%	-6,9%

3 – Brèves économiques locales

Surendettement des particuliers

Projet de loi de pays pour la mise en place d'un dispositif de surendettement

Après avoir reçu un avis favorable du Conseil économique, social et culturel (CESC) le 18 août 2011, le projet de loi relatif à la création d'un dispositif de traitement du surendettement des particuliers a été validé lors du Conseil des ministres du 19 septembre 2011.

Ce texte prévoit la création d'une Commission chargée d'établir l'état de surendettement des demandeurs. A l'instar de la loi nationale et en fonction des dossiers, la Commission pourra soit proposer un plan conventionnel de redressement, soit imposer le traitement du surendettement, soit recommander des mesures qui auront force exécutoire après décision du juge. Dans le cas où la situation du demandeur est « irrémédiablement compromise », une procédure de rétablissement personnel pourrait être envisagée.

Épargne des ménages

Application de la réforme du PEL en Polynésie française

La réforme du plan épargne logement, intervenue en France le 1^{er} mars 2011, est applicable en Polynésie française depuis le 7 octobre. Les nouvelles dispositions prévoient une durée d'épargne comprise entre quatre et dix ans, l'obtention d'un taux d'intérêt préférentiel, révisable annuellement (taux plancher à 2,5 % actuellement) et le versement d'une prime de l'Etat plafonnée à 1 000 euros (119 332 F CFP).

Fiscalité locale

Hausse des taux de CST sur les plus hauts revenus

Fin septembre, l'Assemblée de Polynésie française (APF) a adopté un projet de loi de pays visant à aménager le Code des impôts. Afin d'assurer une meilleure répartition de l'effort contributif, les taux de retenue pour la Contribution territoriale de solidarité (CST) concernant les plus hauts revenus ont été modifiés. Le taux de 5 %, qui portait sur les revenus mensuels au-dessus de 700 001 F CFP, s'applique désormais jusqu'à 1 250 000 F CFP. En outre, deux nouvelles tranches ont été créées, de 1 250 001 à 2 000 000 F CFP, et au-dessus de 2 000 001 F CFP, taxées à respectivement 7 % et 10 %.

Par ailleurs, le texte prévoit de réduire à 2 % le taux de l'impôt foncier dans les îles autres que les îles Du Vent (3 %).

Prix des hydrocarbures

Augmentation pour certaines catégories professionnelles

Compte tenu de l'évolution des cours mondiaux, le Conseil des ministres, réuni le 26 septembre 2011, a décidé d'accroître les tarifs des hydrocarbures pour certaines professions soumises à des régimes dérogatoires (perliculteurs, pêcheurs, transport maritime...). En revanche, sont inchangés les prix des carburants pour le public ainsi que ceux utilisés par la compagnie locale fournisseuse d'électricité, Electricité de Tahiti (EDT).

Mouvements sociaux

Contestation au port de Papeete

Protestant contre l'augmentation des tarifs pétroliers, les pêcheurs ont installé des barrages filtrants dans la rade de Papeete le 10 octobre. Le risque de blocage du port de Papeete s'est renforcé avec le préavis de grève déposé par une partie des agents du Port autonome de Papeete le 13 octobre, suivis par les dockers.

Multiplication des conflits

Au mois d'octobre, les conflits se multiplient tant au sein du secteur public (Fonds de développement des archipels) que privé (Newrest, société de restauration collective).

Hôtellerie

Ouverture d'un établissement classé aux îles-Sous-le-Vent

Début octobre, le Maitai Lapita Village a été inauguré à Huahine. Doté de 32 bungalows, cet établissement classé trois étoiles, entend allier respect de l'environnement et culture. En effet, il intègre une installation solaire qui doit assurer la moitié de ses besoins en énergie. Sur le plan culturel, il comprend un musée retraçant les faits marquants de l'histoire de l'île.

4 – Brèves économiques régionales

Nouvelle-Zélande : abaissement de la notation

La dette souveraine est dégradée par deux agences de notation

Fin septembre, les agences de notation Fitch rating et Standard & Poors (S&P) ont décidé d'abaisser d'un cran la note de la dette à long terme de la Nouvelle-Zélande. Elle s'établit désormais à AA chez S&P contre AA+ précédemment pour la dette en devises et à AA+ contre AAA pour la dette libellée en monnaie locale.

Les deux agences ont considéré que les dépenses de reconstruction liées aux deux séismes intervenus en Nouvelle-Zélande (septembre 2010 et février 2011) pesaient fortement sur le budget du pays et concouraient à la détérioration de la position extérieure du pays (En juin dernier, la dette extérieure nette atteignait 70 % du PIB). Elles s'inquiétaient en outre de l'endettement important des ménages (150 % de leur revenu disponible selon Fitch) ainsi que du secteur primaire.

Australie : taxe carbone

Passage du projet de loi au Parlement

Le gouvernement de J.Gillard a déposé son projet de loi portant instauration d'une taxe carbone devant le Parlement le 13 septembre 2011. Adopté de justesse par la chambre des représentants le 12 octobre, 74 votes favorables et 72 contre, il doit encore passer devant le Sénat en novembre pour être définitivement entériné.

L'application de la taxe carbone devrait permettre de réduire de 80 % les émissions polluantes de l'Australie d'ici à 2050.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲ /mois	▲ /an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	août. 11	104,3	106,8	105,7	-1,0%	1,3%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	juil.11	122,0	118,1	117,5	-0,5%	-3,7%	
Commerce extérieur							
Exportations (en M F CFP)	août. 11	1 067	844	1 416	67,7%	32,8%	
Importations (en M F CFP)	août. 11	13 630	13 308	13 715	3,1%	0,6%	
						(source : ISPF)	
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	août. 11	2 128	2 256	2 105	-6,7%	-1,1%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	août. 11	139	118	126	6,8%	-9,4%	
	Camions	août. 11	13	5	4	ns	ns
	Camionnettes	août. 11	126	113	122	8,0%	-3,2%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	sept. 11	461	429	429	0,0%	-6,9%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	août. 11	2 186	2 335	2 002	-14,3%	-8,4%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	août. 11	3 011	3 125	3 264	4,4%	8,4%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	août. 11	356	235	298	26,8%	-16,3%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	sept. 11	3 417	3 161	3 154	-0,2%	-7,7%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	août. 11	616	374	816	118,1%	32,4%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	août. 11	102	106	88	-17,2%	-14,4%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	août. 11	55	95	64	-32,3%	16,3%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	août. 11	147	86	136	57,2%	-7,9%	
Industrie							
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)	août. 11	2	27	1	-97,3%	-54,8%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	août. 11	62	100	125	25,4%	101,2%	
Tourisme							
Nombre de touristes	juil.11	17 790	14 424	16 858	16,9%	-5,2%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	sept. 11	66,4%	67,7%	63,6%	-4,1 pts	-2,9 pts	
						(sources : ISPF, CPH)	
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages							
	Dépôts à vue	août. 11	58 155	58 675	56 630	-3,5%	-2,6%
	Comptes sur livret	août. 11	103 434	98 456	96 605	-1,9%	-6,6%
	Dépôts à terme	août. 11	52 079	55 983	56 820	1,5%	9,1%
Entreprises							
	Dépôts à vue	août. 11	76 695	78 796	79 448	0,8%	3,6%
	Dépôts à terme	août. 11	42 467	43 943	42 531	-3,2%	0,2%
Encours bancaires							
Ménages							
	Crédits de trésorerie	août. 11	86 833	81 533	80 155	-1,7%	-7,7%
	Crédits à l'habitat	août. 11	131 888	135 241	135 980	0,5%	3,1%
Entreprises							
	Crédits de trésorerie	août. 11	52 330	52 765	51 773	-1,9%	-1,1%
	Crédits d'équipement	août. 11	53 187	53 999	53 906	-0,2%	1,4%
Créances douteuses							
	Créances douteuses brutes	août. 11	46 766	54 429	56 948	4,6%	21,8%
						(source : IEOM)	

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/07/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,50%	13/07/2011
taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	13/07/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,75% à 6,20% (Taux SGFGAS à partir du 01/09/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	13/07/2011	2,25%	
taux de l'escompte de chèques	13/07/2011	2,25%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire		taux		date d'effet	
	30/09/2011	31/08/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08						
EONIA	1,4630%	0,9550%	+ 0,508 pt	0,8170%	+ 0,646 pt	banques métropolitaines		6,60%		15/10/2001	
EURIBOR 1 mois	1,3560%	1,3510%	+ 0,005 pt	0,7820%	+ 0,574 pt	banques locales					
EURIBOR 3 mois	1,5540%	1,5420%	+ 0,012 pt	1,0060%	+ 0,548 pt	taux d'intérêt légal		taux		JORF	
EURIBOR 6 mois	1,7530%	1,7490%	+ 0,004 pt	1,2270%	+ 0,526 pt	année 2011		0,38%		03/02/2011	
EURIBOR 12 mois	2,0840%	2,0090%	+ 0,075 pt	1,5070%	+ 0,577 pt	année 2010		0,65%		11/02/2010	

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions	
	30/09/2011	31/08/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08		
TEMPE	0,9963%	0,8972%	+ 0,099 pt	0,4902%	+ 0,973 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average	
EURIBOR 1 mois	1,3470%	1,3710%	- 0,024 pt	0,8110%	+ 0,536 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA	
EURIBOR 3 mois	1,5360%	1,5500%	- 0,014 pt	1,0220%	+ 0,514 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate	
EURIBOR 6 mois	1,7360%	1,7510%	- 0,015 pt	1,2510%	+ 0,485 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)	
EURIBOR 12 mois	2,0670%	2,0930%	- 0,026 pt	1,5260%	+ 0,541 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)	
TMO	2,9100%	3,2000%	- 0,290 pt	3,5900%	- 0,680 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)	
TME	2,7100%	3,0000%	- 0,290 pt	3,3900%	- 0,680 pt		
TRBOSP	2,9300%	3,1100%	- 0,180 pt	3,6500%	- 0,720 pt		

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/09/2011	31/08/2011	31/12/2010	30/09/2011	31/08/2011	31/12/2010	30/09/2011	31/08/2011	31/12/2010
taux JJ	0,180%	0,110%	0,230%	0,070%	0,070%	0,080%	0,485%	0,625%	0,490%
3 mois	0,945%	0,420%	0,476%	0,795%	0,880%	0,110%	1,190%	1,420%	0,820%
10 ans emprunts phares	1,940%	2,220%	3,310%	1,040%	1,050%	1,120%	2,430%	2,580%	3,400%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2011)

Prêts particuliers			
Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF	16,62%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,10%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	6,23%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%
Prêts à taux variable	5,61%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,52%
Prêts-relais	6,28%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,36%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,84%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	21,03%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	19,27%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	12,76%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	18,16%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	11,65%	Découverts en compte (1)	13,84%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	88,3742	1 NZD/XPF	67,5718	1 HKD/XPF	11,3419	1 GBP/XPF	137,6852	10000
100 JPY/XPF	114,9742	1 AUD/XPF	86,0111	1 SGD/XPF	67,8445	100 VUV/XPF	92,6097	1 FJD/XPF	49,2333